

royaliste

BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

**un
message
du prince**
(page 11)

un ordre socialiste ?



3 DÉCEMBRE AU 16 DÉCEMBRE 1981 - 11ème année - N° 348 - 5 F

(M 2242 - 348 - 5 F)

quand nos lecteurs prennent la parole...

UN GAULLISTE

C'est avec curiosité que je prends connaissance des articles de «Royaliste». Je ne suis pas toujours d'accord sur tout ce que vous écrivez, mais au moins vous avez la franchise de publier...

Je ne suis ni P.C. ni P.S., seulement un gaulliste qui tente de poursuivre la voie fondamentale et révolutionnaire du général de Gaulle. (...) M. Mitterrand reprend les idées du Général qu'il a souvent combattu, mais nous ne pouvons que nous en féliciter. C'est une incontestable victoire pour le fondateur de la Vème République.

J.R. (Somme)

TOUBIB

Votre article «Toubib or not toubib» suggère bien des réflexions. D'abord l'emploi de termes impropres : «vague réformatrice» qui rappelle J.J.S.S., il y a seulement un projet socialiste pour prendre force de loi après son vote. Ce n'est pour l'instant qu'un pur logos : «coexistence de centres intégrés gratuits et de cabinets libéraux payants». N'est-ce pas la liberté du loup et de l'agneau ?

Ensuite la «fonctionnarisation» de la médecine : ce serait trop cher, ce qui est proposé c'est le salariat avec n'importe quel patron : communes, associations, mutualités, syndicats (la C.G.T. est déjà patron). Comment un médecin pourrait-il souhaiter le salariat alors que les salariés luttent pour en sortir, par l'autogestion par exemple ? Et malgré les «structures archaïques et disparates» la médecine libérale ne remplit-elle pas son rôle puisque 75% des Français y sont attachés ? «Redéfinir la médecine, le médecin et leurs rapports avec la société et l'Etat», c'est ce qui est à faire. J'y avais pensé en 1939 en soutenant une thèse sur la corporation médicale - nous en avons discuté en 1968 - mais le régime des partis n'accepte pas les corps intermédiaires. Après les illusions que certains avaient fondées sur Giscard, la N.A.R. ne s'illusionne-t-elle pas sur le changement qui n'est que le socialisme du parti socialiste : «Que pourrait-il tomber du haut d'un ministère ?»

Dr G.C. (Bouches du Rhône)

LE PARTI (déjà) PRIS

Dans son dernier éditorial, B. Renouvin définit quelles seraient les conditions qui pourraient rendre «légitime» François Mitterrand. Parmi celles-ci : l'indépendance à l'égard du parti dominant - qui rendrait possible un arbitrage. Avant «deux ans» on pourra savoir ce qu'il en est. Pourtant à la lecture de «Royaliste» j'ai l'impression que la NAR a déjà tranché. (...)

(...)Nous avons noté la prudente expectative de B. Renouvin. Comment concilier alors cette position de principe avec la double attitude systématique de «Royaliste» : la défense de Mitterrand (et du parti socialiste), la condamnation de l'opposition définitive, et brièvement, décrite comme «égoïste» et représentant sans doute le mauvais côté de la barrière de la lutte des classes ? Un exemple significatif : le court article sur le congrès de Valence. Affirmation : «Il ne s'est rien passé au Congrès de Valence»; l'auteur serait-il le seul à ne pas avoir vu que le parti très «dominant» s'est révélé être celui d'idéologues féroces, sectaires, bornés, agressifs et, pour tout dire, vaniteux et imbus d'eux-mêmes ? Eh ! bien non : Robespierre n'émeut plus les royalistes ! Alors que le congrès révélait ce que serait la future radicalisation à outrance (programmée par François III - plus arbitre que jamais - en cas d'échec) et ainsi une donnée politique fondamentale pour l'avenir, l'auteur, plein d'excuses, ne voit que des excès de langage, des «foucades» aimables, de la stupidité, de l'idiotie en définitive... «un jeu, bien sûr» ! Rien de grave, donc. Mieux : en fait c'est Moussa (celui qui a fait une «saloperie», l'«émigré» comme dirait Mauroy) qui a provoqué ce doux aéroportage de justes d'incorruptibles prêts à déchaîner le peuple (qu'ils représentent bien sûr) contre les profiteurs («Ils profitent» titre «Royaliste», les riches, les privilégiés). Bel exemple de justice en vérité (dont se targue la NAR) que cette justice-là qui ressemblera fort à l'action de bulldozers de Vitry dans le cadre d'une planification socialiste (lire

les graffiti au domicile de Moussa...) Et que se passera-t-il quand on déchaînera ensuite le peuple contre l'extrême-droite, les royalistes, les gauchistes, les réformistes, etc. Car «les dieux ont soif» écrivait Anatole France, qu'il faut relire. Et que dites-vous de toutes ces petites phrases scandaleuses sur l'alternance... à gauche, ceux qui ont juridiquement, parce que politiquement tort, les insultes du sénile (mais «ça n'explique pas tout» !) et grotesque Defferre ? Que devient enfin la prudence ci-dessus relevée quand on conclut à l'espoir dans la pérénnité de l'«état de grâce» et de la réussite de la «politique de F. Mitterrand» ? Le parti n'est-il pas déjà pris.

Quel déchaînement enfin sur l'opposition ! Au fond c'est le même discours que le P.C. : la droite défend exclusivement des intérêts de classe; la vertu et l'humanisme sont de l'autre côté ! Mais qu'eût dit le brûlant commentateur d'un congrès de droite où de mêmes mots et de mêmes discours qu'à Valence auraient été prononcés ? «Jeu ? Stupidité ?» Allons, depuis longtemps, là encore, le parti est pris et au lieu d'être fondé en raison (il y a pourtant matière) il n'y a qu'un esprit partisan, a priori hostile alors que, au contraire, tout sera reçu, compris, ou au moins pardonné, à gauche, par une indulgence non moins partisane. Or, je vous le suggère, chers amis, si vous condamnez la droite à cause de Giscard, condamnez la gauche à cause de Valence. Car Giscard et le P.S. sont deux pavés d'humanisme et de progrès, c'est la même chienlit. Et ça, c'est mon parti pris !

J.M.J. (Corrèze)

cadeaux de Noël : les chouans sont arrivés !



Commandez-nous dès aujourd'hui les **FIGURINES HISTORIQUES** en plomb, (hauteur : 6,6 cm), que vous aurez plaisir à offrir pour les fêtes de fin d'année.

Modèles disponibles :

- Chouan à la faux; chouan au fusil, chouan au hibou, étendard chouan, étendard vendéen.
- Henri de La Rochejaquelein, Jacques Cathelineau, Jean-Nicolas Stofflet, Charette.
- Porte drapeau Rgt de Navarre (1620), porte drapeau Royal Vaisseau (1651).
- figurines présentées sur socle noir et emballage transparent de protection : 190 F franco
- Saynette : «escarmouche en Vendée» (vendéen à la hache, bleu au fusil) : 320 F franco

Exceptionnel : Une collection privée de soldats de plomb est mise en vente au profit de la NAR à des prix exceptionnels. Personnages disponibles en 1 seul exemplaire chacun, hauteur 6,6 cm :

- Hoplite grec (300 av J-C), légionnaire romain (50 ap J-C), troubadour (Moyen Age),
- Bombardier de Marine 1755, Royal Comtois 1760, Grenadier Rgt Auvergne 1767,
- Chouan à la faux, chouan à la cornemuse, chouan au fusil.
- Mamelouk 1810, grenadier porte drapeau 1810, chasseur au fusil 1810, légion étrangère second empire, grenadier de la garde second empire, tirailleur algérien 1886,
- guerre de sécession américaine : fantassin sudiste, fantassin nordiste.
- fantassin français 1914
- 25 figurines présentées sur socle bois : 115 F franco pièce, ou l'ensemble de la collection : 2000 F franco.

'le travailleur citoyen et le syndicat très puissant

Toute la philosophie du rapport Auroux sur «les droits des travailleurs» peut être résumée par une substitution d'articles qui survient entre la dernière phrase de la page 16 et le titre qui débute la page 17. Si au premier endroit, les travailleurs sont considérés comme «des acteurs dans l'entreprise» ils deviennent, à la page suivante «les acteurs du changement».

Dans ce raccourci, une conception libérale de l'entreprise reposant sur l'action commune du capital, de la technocratie et du travail est remplacée par une représentation purement socialiste où les travailleurs, uniquement, du fait même de leur condition peuvent être les agents du changement. A ce titre, eux-seuls préoccupent le ministre, qui ne mentionne les directions d'entreprise qu'en cas de mauvaise gestion et n'évoque les cadres que pour les appeler à se syndicaliser, et, dans ce qui semble être un rajout de dernière minute, à se joindre aux «travailleurs» pour les aider à redonner une santé aux entreprises déficientes. Dans un premier temps de ce rapport, le salut économique est placé d'ailleurs entre les mains des talentueux travailleurs créateurs : «les travailleurs dans l'entreprise constituent un potentiel souvent mal utilisé de compétences d'innovations et de talents : il s'agit là d'un gisement précieux non encore mis en valeur (...) les pays développés ne pourront sortir des graves difficultés économiques actuelles qu'en permettant à la qualification et à l'innovation que possèdent leurs travailleurs de s'exprimer et d'agir», lit-on page 3. Dans la France socialiste, on n'a pas de pétrole, mais on a des travailleurs.

Nous sommes donc à la fois dans la droite ligne de la conception messianique du prolétariat chère à Marx et aux socialistes français du XIX^{ème} siècle, et paradoxalement proche du discours libéral qui voit dans l'amélioration des conditions de travail et la participation des salariés une source de productivité.

Il convient donc de donner à ces travailleurs des droits nouveaux et les faire accéder à la «citoyenneté dans l'entreprise». Mais pour définir cette citoyenneté, il faudrait avoir une idée claire de l'entreprise. Or, M. Auroux s'estime incapable de l'exprimer : («l'entreprise est un organisme dont la réalité complexe et diverse ne se laisse pas enfermer dans les mots.») (1) Ce qui est quand même regrettable pour un ministre du Travail. Aussi cette citoyenneté reste au niveau de la déclaration et ne comporte que le

droit à la formation, la protection, contre un arbitraire possible du pouvoir disciplinaire de l'employeur par un projet de réforme des règlements intérieurs, et un vague droit d'expression individuelle sur les conditions de travail. Même si on y ajoute le droit déclaré à un emploi stable par la limitation des contrats à durée déterminée, et du travail temporaire, on arrive à un ensemble qui n'est guère original (2) et qui constitue le minimum de ce que peut proposer un gouvernement socialiste.

Ce n'est donc pas au niveau du travailleur pris individuellement qu'il faut mesurer l'importance du rapport Auroux. Ce sont les syndicats qui intéressent le ministre (au moins il les connaît pour avoir été militant C.G.T.) et ce sont eux qui vont être les principaux bénéficiaires de ses propositions. D'ail-

leurs, pour M. Auroux, un travailleur non-syndiqué, même s'il est talentueux, créateur, etc. (voir plus haut) est difficilement concevable. «Le pluralisme du syndicalisme français permet à chaque



travailleur qui peut librement adhérer, de se retrouver dans les options présentées par telle ou telle des grandes organisations syndicales représentatives au plan national ce qui constitue une garantie essentielle pour la démocratie.» (3) Curieuse démocratie, en vérité, qui se donne toute entière aux appareils et organismes constitués !

Et comme, un peu plus haut, on déclare : «les organisations syndicales sont à l'évidence les intermédiaires privilégiés des travailleurs pour défendre leurs intérêts et créer les conditions du changement dans l'entreprise», ce pouvoir de changement donné, une page plus tôt, aux travailleurs retombe allègrement dans la corbeille syndicale. Il est à noter que l'évidence du ministre, n'est pas la même que celle des O.S. du conflit actuel de Renault (entre autres exemples) qui n'hésitent

pas à désavouer par la poursuite de leur grève, la position de la C.G.T.

Il n'empêche. Et commence alors, au bénéfice des syndicats, une véritable pluie de réforme.

Parmi les principales mesures proposées, il faut retenir l'extension de l'institution des Comités d'Entreprise et des Délégués du Personnel, l'augmentation du nombre des représentants du personnel et de leurs heures de délégation dans les entreprises de plus de 1000 salariés, une formation économique pour les membres du Comité d'Entreprise et les délégués syndicaux, le développement de l'information économique, technologique et sociale sous forme de rapports et l'assistance d'experts en tout genre, pour les Comités d'Entreprise, la création dans les entreprises de plus de 1000 salariés d'une délégation économique, chargée d'analyser les comptes de l'entreprise, l'instauration d'un droit d'alerte de ces mêmes C.E. en cas de difficultés économiques et possibilité de saisir le Conseil d'Administration, extension du pouvoir de négociation des organisations syndicales, tant au niveau des branches industrielles pour le développement et la mise à jour des Conventions Collectives, qu'au niveau des entreprises où une négociation annuelle portant au minimum sur les salaires et la durée du travail va devenir obligatoire.

Il s'agit là de mesures non négligeables donnant aux syndicats les moyens d'un contre pouvoir effectif. On voit mal, surtout dans la conjoncture politique actuelle, comment un chef d'entreprise pourrait passer outre l'avis critique des représentants syndicaux, sur une de ses décisions, sans entrer dans une phase profondément conflictuelle. Aussi, est-ce un peu hypocrite d'écrire dans le même rapport : «il n'est pas question de remettre en cause, dans le secteur privé, l'unité de direction et de décision dans l'entreprise.» (4) Dans la réalité quotidienne des entreprises, il est à parier que les différentes positions et propositions des directions seront plus contestées, ce qui, nécessairement, entraînera une diminution du pouvoir patronal.

Le C.N.P.F. ne s'y est pas trompé. Il considère ce rapport comme «dangereux», et sa crainte est d'autant plus grande, que les propositions ne constituent qu'un minimum, qui risque fort d'être revu, au bénéfice des syndicats, lors de la phase législative.

P.L.C.

(1) Page 17

(2) Ce rapport n'innove d'ailleurs sur aucun point et se contente de reprendre des idées existant déjà dans l'air du temps.

(3) Page 18

(4) Page 3

sidérurgie : l'Europe en échec

Chacun garde en mémoire la crise aigüe que notre sidérurgie a connue. Aujourd'hui, rien n'est résolu : tous les pays d'Europe occidentale sont touchés, qu'ils appartiennent ou non au marché commun.

Pourtant les gouvernements des différents pays ont tous, peu ou prou, appliqué les mêmes méthodes : réduction draconienne des effectifs et «restructuration». Partout en Europe, les petits hauts-fourneaux laissent progressivement la place à d'énormes unités capables de produire 10.000 tonnes de fonte par jour. Partout, on a joué la carte des «aciéries sur l'eau» : Dunkerque et Fos en France, Gand en Belgique, Ijmuiden aux Pays-Bas, Cornigliano, Bagnoli et Tarente en Italie constituent des exemples éclatants. Des provinces entières (Pays de Galle, Wallonie, Lorraine...) ont été sacrifiées à cette politique qui visait à compresser les coûts de production et à diminuer les charges fixes pour rester «compétitifs». Peine perdue ! France, Grande-Bretagne, Belgique, Italie, Autriche se débattent toujours dans les mêmes difficultés. L'Allemagne elle-même, qui avait pris une grande avance dans les restructurations, n'est pas épargnée.

D'une manière générale, la sidérurgie subit les conséquences de la chute de la consommation et de l'effondrement du prix de l'acier qui en découle sur le marché mondial. A ce phénomène s'ajoute la concurrence «sauvage» d'industries plus jeunes qui n'ont pas eu à s'adapter (Australie, Espagne) ou dont les coûts de production en main d'œuvre notamment ne sont pas comparables (Corée...).

En outre, des industries «clients» de la sidérurgie comme la mécanique, l'automobile, les chantiers navals... connaissent elles-mêmes une crise, sous les coups de boutoir de pays comme le Japon. Il faut rappeler une fois de plus que les champions du libre-échange (Japon, Etats-Unis, notamment) ne s'embarassent pas de préjugés lorsque leurs propres in-

térêts sont en cause. En Amérique, les importations de produits sidérurgiques sont soumises au mécanisme du «prix-gachette»*. Or, depuis octobre 1980, sur la pression des sidérurgistes américains, les prix-gachettes ont été relevés. Le résultat est qu'en mars et avril 1981, par exemple, les exportations des Dix vers les Etats-Unis (qui ne cessent de décroître depuis 1977) sont tombées à 250.000 tonnes par mois; soit la moitié de la moyenne mensuelle normale.

Pendant ce temps, la Commission de Bruxelles s'accroche aux règles pures et dures du libéralisme et condamne les aides accordées par des nations comme la France, l'Italie ou la Belgique à leur sidérurgie. Pour ce qui nous concerne, notre pays est mis en cause au titre des aides décidées par le gouvernement Barre lui-même pour Usinor, Sacilor et la Compagnie des Aciers Spéciaux.

D'autres, cependant, manifestent davantage de bons sens : le gouvernement socialiste autrichien (dont le pays n'appartient pas à la CEE) est résolu à défendre l'emploi dans la sidérurgie. Il constate qu'il est moins cher de subventionner des entreprises (pour sauver des postes de travail) que de payer des chômeurs, sans même évoquer le coût humain qui n'est pas quantifiable.

Notre gouvernement peut s'inspirer sans complexe de l'exemple autrichien et renvoyer ces Messieurs de Bruxelles à leurs chères études d'économie. Si la CEE avait été capable de résoudre la crise de la sidérurgie européenne, cela se saurait.

Alain SOLARI

*Selon ce système, fruit du cerveau fertile des «libres-échangistes» américains, les aciers ne peuvent - à moins d'être taxés- pénétrer aux Etats-Unis au dessus d'un certain prix jugé «loyal» par l'administration américaine !

voilez-vous la face!

Nous avons demandé à un de nos amis travaillant en Algérie de répondre à nos questions sur ce pays. Ses réponses feront l'objet d'une série d'entretiens et d'articles dont le premier paraît ci-dessous sur le thème du renouveau islamique.

Royaliste : D'Est en Ouest, d'Extrême-Orient au Maghreb, la résurgence de l'Islamisme ne cesse de s'amplifier, essentiellement sous la forme d'un nationalisme exacerbé. Quelle en est d'après vous la cause principale ?

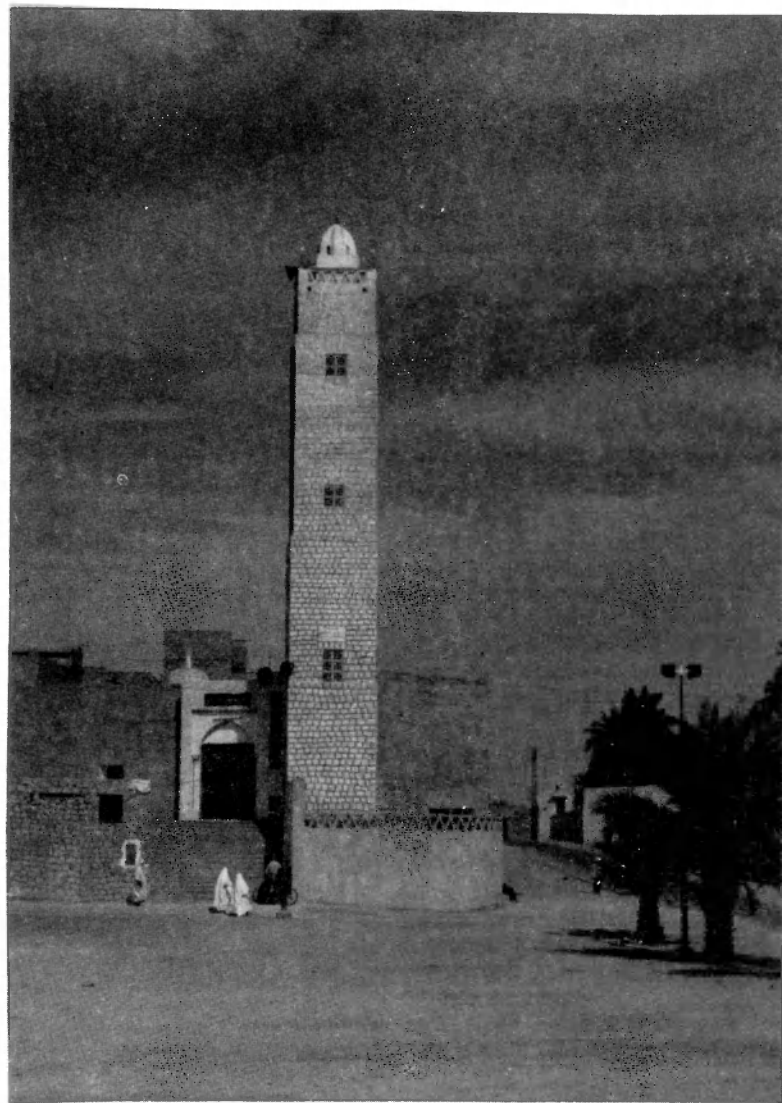
Jean Pol : Les Etats-Unis apparaissent comme les principaux responsables de ce phénomène, et c'est d'ailleurs à eux que les musulmans s'en prennent en premier. Les Américains ont voulu exporter en terre d'Islam leur civilisation, leurs mœurs, leurs excès, comme ils l'ont fait au Vietnam avec les résultats que l'on sait. Cependant, la réaction nationale islamique n'épargne aucun représentant du monde occidental et si les Etats-Unis représentent la première cible des extrémistes religieux, ceux-ci s'attaquent, souvent avec autant de vigueur, aux Soviétiques. Si l'U.R.S.S. a joué

la carte musulmane, l'aide qu'elle apporte est de plus en plus contestée par les tendances dures, et son intervention en Afghanistan n'a pas amélioré ses relations avec le monde musulman.

Royaliste : Et, pour en venir à l'objet de notre enquête, comment la révolution religieuse islamique iranienne a-t-elle été ressentie en Algérie ?

Jean Pol : L'exemple iranien a fait redresser la tête à beaucoup de traditionalistes à travers le monde arabe. Dans le Maghreb les différences religieuses avaient pendant longtemps permis au pouvoir de se démarquer face aux forces islamiques. Le mouvement s'est inversé en deux ans d'une manière spectaculaire. L'Algérie en est l'exemple le plus frappant.

Le F.L.N., en accaparant tous les pouvoirs, avait réduit les reli-



■ l'exemple iranien a fait relever la tête à beaucoup de traditionalistes

gieux à un rôle de subordonnés au service des politiques. L'instauration de la religion d'Etat permettait, tout en les calmant, de mettre les chefs musulmans sous la coupe du parti. Cette évolution de l'Algérie vers un régime progressiste moderne ne s'est pas fait, on s'en doute, sans heurts ni sans luttes d'influence. C'est aujourd'hui que l'on assiste à un revirement de la tendance.

D'abord peu sensible, ce mouvement, commencé dans la ferveur des mosquées, en sort progressivement et atteint tous les Algériens dans leur vie quotidienne.

Royaliste : Comment cela s'est-il traduit ?

Jean Pol : Quelques faits, apparemment peu significatifs, ont été les révélateurs de ce durcissement. Les débits de boissons disparaissent progressivement par décision des Walis (préfets), sous la pression des religieux, d'une façon très sectorielle, mais sensible. Le degré d'alcool de la bière a même été une nouvelle fois diminué. Anecdote, bien sûr. Dans les écoles, l'échec des lycées islamiques aurait pu faire penser à la disparition progressive des prières. Beaucoup d'enseignants se permettaient encore, en 1979, de critiquer ouvertement les fanatiques et les extrémistes, et ce, au sein du parti. Peu à peu, et plus nettement en 1980, les prières collectives ont repris, certains enseignants se permettant d'abandonner leurs classes pour y aller. Dans l'académie de Béchar, l'inspecteur d'académie lui-même incite les employés à se rendre avec lui dans la nouvelle salle spécialement aménagée pour les dévotions, alors que cette pratique était jusqu'alors largement en baisse. Il est maintenant mal vu de rester dans son bureau à l'heure de la prière. Les responsables poussent les femmes à porter le voile pour sortir du travail, et on a conseillé aux directeurs d'établissements scolaires d'agir de même à l'égard des lycéennes, quand ils n'en ont pas pris personnellement l'initiative. Les enseignants encore réticents se trouvent rejetés et observés, et ils finissent par se plier par nécessité à ces exigences qu'ils n'approuvent pas, soucieux qu'ils sont de liberté et d'indépendance.

Royaliste : Faut-il généraliser ?

Jean Pol : Ces faits ne sont pas isolés, et la liste d'exemples semblables, tendant tous au même but, s'allonge. Que va-t-il se passer ? Dans les hautes sphères du pouvoir, les luttes d'influence s'intensifient et la tendance est la même : Dieu est grand, vive l'Islam. Un vent dangereux semble souffler dans ce pays. Il risque d'apporter le fanatisme et l'intolérance.

propos recueillis
par Régine Judicis

belgique: vers un état wallon ?

Chute CVP-PSC, déclin FDF-RW, maintien PS-SP, gain PRC-PVV, retour VU. Non, rassurez-vous, «Royaliste» n'a pas décidé d'avoir une chronique boursière. C'est par cette théorie de sigles obscurs (pour nous) qu'un grand quotidien de Bruxelles annonçait le résultat des élections du 8 novembre.

Plus qu'une question de politique intérieure belge : car si, en France, on nous présente toute élection importante comme un choix de société, chez nos voisins, c'est chaque votation qui est maintenant attendue par les observateurs comme devant apporter un élément de réponse à la question même de l'existence d'une nationalité et d'un Etat belges.

Les résultats de l'élection du 8

commencent à apparaître : c'est une véritable déroute électorale qui a sanctionné les sociaux-démocrates au pouvoir, et les socialistes ne doivent souvent leur maintien qu'à des accords provinciaux (Liège et Arlon) avec les libéraux, ces libéraux qui se révèlent être les grands gagnants de la bataille. Pour se maintenir, les socialistes ont également du radicaliser leurs thèses fédéralistes. Est-ce cette adoption des thèses communautaires qui a contribué, en le vidant d'une partie de son programme, à l'effondrement du Rassemblement Wallon ? Toujours est-il que les partis linguistiques francophones laissent des plumes dans l'aventure, à l'inverse de la Volksunie (parti nationaliste flamand) qui opère une remontée spectaculaire. Le Rassemblement Wallon perd la moitié de ses députés et le Front des Francophones, s'il reste toujours le premier parti de Bruxelles, perd 40% de son électorat.

Pour Antoinette Spaak, dirigeante du FDF, l'échec de la coalition RW-FDF ne s'explique pas par une désaffection à l'égard des thèses fédéralistes, mais plutôt par le refus des francophones de cautionner le «centrisme économico-social» qui était le sien. Il ne met en tous cas pas en cause la stratégie de rapprochement «Bruxelles-Wallonie». Il n'en reste pas moins que le Rassemblement Wallon est maintenant tombé à

5,5% du corps électoral, dépassé par les écologistes et grignoté par le parti indépendantiste wallon (1,6%).

Et cela à un moment où les francophones ont plus que jamais besoin d'un grand mouvement pour les représenter en tant que tels. Les organisations spécialisées de la Communauté Economique Européenne viennent récemment d'exprimer leur surprise au gouvernement belge quant à ses demandes d'une aide accrue à la Flandre, alors que la Wallonie est en pleine crise. Sans compter les problèmes désormais classiques de Bruxelles et des Fourons. Les Fouronnais, qui ne pouvaient choisir qu'entre des partis flamands, ont exprimé symboliquement leur vote par des bulletins «retour à Liège».

D'un côté, un pays où la partie francophone de la population est en voie d'être considérée comme une «minorité ethnique», de l'autre un pouvoir politique se caractérisant par son instabilité chronique : il est devenu courant en Belgique de la part des hommes politiques, non de présenter un gouvernement au Roi, mais de l'informer d'abord sur les possibilités de coalition !

La Belgique unitaire semble de plus en plus confondre ses intérêts avec ceux d'un capitalisme pour lequel l'avenir passe désormais par le développement exclusif de la Flandre. Face à cette situation, le mouvement «Wallonie libre» préconise un véritable Etat Wallon «dans le cadre de la Belgique si c'est possible, en dehors, s'il le faut.»

Une idée qui pourrait bien faire son chemin.

René ADRIER



novembre ne traduisent pas cette préoccupation de manière aussi abrupte. Les grands partis traditionnels (sociaux-chrétiens et socialistes) sur lesquels repose le système politique belge, restent toujours les occupants privilégiés de la scène. Mais des signes d'érosion

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part.**

Nom : Prénom :
Année de naissance : Profession :
Adresse :

désire recevoir, **sans engagement de ma part** une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à retourner :
ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

DOSSIER

Bertrand Renouvin vient d'effectuer, à l'invitation du Parti Populaire Monarchique une semaine d'études au Portugal. Il nous parle dans cet entretien, du renouveau royaliste dans ce pays et de la voie démocratique et même gouvernementale choisie par les monarchistes portugais.

■ **Royaliste :** Bertrand Renouvin, vous revenez du Portugal, que vous avez sillonné du Nord au Sud. Vous avez pu ainsi vous rendre compte de l'implantation royaliste au Portugal. Mais tout d'abord, d'où vient le PPM, dans quelle situation est-il né ?

Bertrand Renouvin : Nous avons au Portugal un mouvement qui est très proche de nous, avec à la fois une identité de vue sur le plan politique, avec bien évidemment des nuances tenant aux spécificités de nos deux nations, et aussi avec un étonnant parallélisme de l'histoire du royalisme, avec un décalage d'une dizaine d'années. Il faut se souvenir que le Portugal a été très influencé par la pensée maurrassienne depuis les années vingt et que les Portugais ont d'ailleurs eu, avec Sardinha, «leur Maurras», à savoir un intellectuel qui développait des idées très proches de celles du maître de l'Action française, exception faite du positivisme. Le mouvement monarchique portugais a vécu ainsi jusqu'en 1960 dans le maurrassisme sans avoir en outre beaucoup d'expression politique, car la dictature de Salazar mettait «dans le même panier» la République et la Monarchie. La Monarchie, renversée au début de ce siècle, avait été en effet constitutionnelle. Le dernier Roi avait été assassiné, puis après une courte régence, la République proclamée, une république bourgeoise et antisyndicale, que connaissait d'ailleurs la France à la même époque. Cette république ne fut, durant sa dizaine d'années d'existence, qu'une longue période d'instabilité gouvernementale, avec 49 ministères. Le salazarisme s'est alors fait, à la fois contre «l'anarchie républicaine» et contre une monarchie constitutionnelle dont il affirmait l'échec contre toute évidence. Et la propagande fut donc également antirépublicaine et antimonarchiste. Les royalistes sont restés dans l'ombre, certains espérant que comme Franco, Salazar permettrait à sa mort le rétablissement de la monarchie, une espérance vaine. Mais ce qui est intéressant, c'est qu'à partir de 1960, un certain nombre de militants royalistes, sont entrés dans l'opposition à Salazar, comme onze ans plus tard, en France, nous avons rompu avec le royalisme conservateur.

Les royalistes portugais ont pu ainsi faire la Révolution de 1974 -du moins ceux qui n'étaient pas en prison. Car il y avait des royalistes dans les geôles de Salazar, puis de Caetano, avec les commu-

nistes, on pourrait dire dans la même «ambiance» qu'à la Santé en 1909, pour ceux qui connaissent l'histoire de l'Action française ou ont lu Bernanos, et les rapports entre ces opposants divers à la dictature étaient excellents. Les royalistes ayant fait la Révolution des œillets, le futur PPM a participé au premier gouvernement provisoire, tout en rejetant -ce qui fut une erreur- par un sentiment puriste, les postes ministériels importants qu'on lui proposait, et se contentant d'un secrétariat d'Etat. Mais ils étaient déjà dans le gouvernement, reconnus par la classe politique qui rentrait d'exil comme par le peuple portugais comme une des forces ayant renversé la dictature. Ils ont alors également pu lutter contre les tentatives de prise de pouvoir du Parti communiste au début de la révolution, un P.C. très stalinien, vite débordé d'ailleurs par les groupes maoïstes, sans oublier le jeu ambigu d'une armée dont nombre d'officiers, revenant d'Angola ou du Mozambique, étaient devenus marxistes-sectaires. Les royalistes portugais ont agi ainsi dans le sens de la modération afin que l'évolution au Portugal soit démocratique, empêchant même des effusions de sang qui eussent pu être tragiques; en même temps ils posaient comme condition unique pour lutter contre le risque stalinien que ne participe à cette lutte aucun des officiers, ou flics, ou personnages divers de l'ancienne dictature. Ce qui fait que les royalistes étaient dans une situation aussi originale que nette : ils avaient fait la révolution renversant le salazarisme, et ensuite permis à la démocratie de s'installer, et cela avec un dynamisme et un sang froid rares. Les royalistes portugais sont apparus immédiatement comme ce qu'ils étaient : des démocrates.

■ **Royaliste :** Mais après la période révolutionnaire proprement dite, quelle fut l'action des royalistes portugais ?

B. Renouvin : Par la suite, lorsque la coalition de l'Alliance démocratique s'est constituée, le PPM (où se sont retrouvés plusieurs mouvements royalistes et d'anciens membres de la «Causé Monarchiste» qui avaient compris le renouveau du royalisme au Portugal) est entré dans cette coalition, devenant l'allié électoral du C.D.S. et du S.P.D., et a participé aux premières élections libres au Portugal. L'A.D. a été un phénomène considérable et le PPM y a



■ de gauche à droite : MM. Bertrand Renouvin, Ribeiro Telles, Antonio Valente, Amadeu Sa Menezes et Enrique Barrilero Ruas

joué et continue d'y jouer pleinement son rôle. Durant la campagne elle-même ses orateurs ont pu parler devant des foules de plus d'un million de personnes, la règle de l'égalité entre les différentes composantes de la coalition étant strictement observée. Le PPM a ainsi acquis dans le pays une forte «image», et a su se situer intelligemment sur le plan parlementaire. Loyauté, mais intransigeance. Le PPM est en effet dans une alliance de droite, même parfois très libérale où il est «l'aile gauche» de cette alliance, et il arrive à dialoguer avec l'opposition, un P.C. qui stagne, et un P.S. qui est actuellement en difficulté.

■ **Royaliste :** Existe-t-il d'autres mouvements monarchistes que le P.P.M. au Portugal ?

B. Renouvin : Oui bien sûr, là encore on a une situation analogue à celle de notre pays. La «Cause Monarchiste» existe toujours, mais, de même qu'en France, les royalistes conservateurs n'ont aucune influence tant sur le plan de la pensée qu'au niveau du jeu politique.

■ **Royaliste :** Vous parliez en commençant cet entretien, d'une remarquable identité de vue entre le P.P.M. et la N.A.R. : Qu'est-ce que cela signifie ?

B. Renouvin : Leur vision politique coïncide avec la nôtre. Sur la décentralisation, sur le refus du libéralisme économique, même si chez eux la politique de nationalisation, d'ailleurs beaucoup plus poussée qu'en France, a trop souvent abouti à l'étatisation. Ils recherchent une troisième voie sur le plan socio-économique, comme nous à la N.A.R. D'ailleurs, s'ils sont en avance sur nous sur le plan pratique, cela ne les empêche nullement de s'intéresser de très

près aux travaux de nos cellules, à tout notre travail théorique, à toute notre production intellectuelle. Quant au plan pratique, précisément, ils ont un ministre de la Qualité de la vie, M. Ribeiro Telles, un sous-secrétaire d'Etat à l'agriculture, une secrétaire d'Etat au Sports, une secrétaire d'Etat à l'Environnement. Ils ont également six députés, un groupe parlementaire. Cela leur permet d'approfondir et de déposer des projets de lois originaux et cohérents ainsi que d'agir. Ils se battent par exemple très fortement pour l'environnement. L'écologie, au Portugal, «c'est» le royalisme. Mais ainssi, ils ont préparé



des plans de réformes agraires très intelligents et révolutionnaires, après avoir accepté les occupations de sols très sévères dans le Sud, en 1975, 1976. Il s'agit pour le Portugal de rompre avec une propriété agricole latifundiaire inefficace et non rentable. De permettre le développement du pays, de protéger les sols de la sécheresse et de l'appauvrissement par une politique de plantations, par exemple dans l'Alentejo.

Bertand Renouvin a vu la révolution tranquille des royalistes portugais



Ayant vu d'un œil calme l'occupation des sols, le PPM veut déboucher sur une nouvelle organisation coopérative.

Donc, politiquement, un accord entre le PPM et la NAR vraiment étonnant : nous parlons le même langage, celui d'un royalisme neuf, exprimant les problèmes actuels de la société, luttant contre le désordre économique actuel.

■ **Royaliste : Là-bas aussi, la révolution tranquille, pas celle de Mauroy, celle des royalistes ...**

B. Renouvin : En effet, si vous voulez : un projet politique précis et original, qui en plus au Portugal, commence à s'appliquer. Du mois le P.P.M. s'y emploie de toutes ses forces dans sa participation au gouvernement. Ainsi l'écologie. C'est au Portugal, je l'ai dit, pour les royalistes, leur terrain privilégié de combat. Non pas démagogiquement, mais tout simplement parce que le Portugal étant en retard sur le plan industriel, les royalistes voudraient que le développement s'y fasse de façon intelligente, et que l'on évite cinquante années de pollution et de concentration industrielles telles que nous les avons connues et connaissons toujours en France par exemple. «Développer sans polluer», c'est un de leurs slogans. De même ils se battent à fond pour les énergies nouvelles et refusent totale-

ment le nucléaire. Il ne faut pas oublier que l'énergie solaire est une possibilité évidente pour les besoins énergétiques du Portugal.

■ **Royaliste : Vous parliez d'un jeu parlementaire intelligent de la part du P.P.M. Quel est-il exactement.**

B. Renouvin : Au parlement, les six députés du P.P.M. forment un groupe charnière. Il est par conséquent normal que les royalistes fassent sentir tout leur poids, comme je le disais, dans la loyauté mais aussi dans l'intransigeance. Les députés royalistes sont très actifs et le sont en toute indépendance, sans aucun compromis, ni politique sur les points essentiels, tels que précisément l'environnement, la réforme agraire, ni bien évidemment financière. L'allocation d'Etat officielle aux partis politiques constitutionnels leur suffit. D'ailleurs, il est à noter que la classe politique au Portugal n'est pas la même que la nôtre : elle est beaucoup moins prétentieuse !

Il est vrai que les souvenirs de la révolution, de la prison ou de l'exil jouent leur rôle. Et le P.P.M. peut ainsi dialoguer, comme j'ai pu le constater, avec l'opposition, qui l'estime manifestement. Il s'agit, si vous voulez, de la «marginalité centrale» dont parlait un

jour Jean-Luc Marion dans «Royaliste». En outre il y a beaucoup de députés, à l'A.D., qui ont de fort sentiments monarchistes.

Quant à l'action gouvernementale, dont ils s'occupent pleinement, ils démontrent leurs capacités de gestionnaires en même temps que d'innovateurs ; leur crédibilité non seulement dans le jeu politique, mais aussi aux responsabilités. Et ils font tout en particulier pour modérer ou même contrer l'ultra-libéralisme de certains de leurs alliés du S.P.D. ou du C.D.S.

■ **Royaliste : Et leur prétendant, le duc de Bragançe ?**

B. Renouvin : Là encore un parallélisme étonnant. Cet homme jeune, qui a succédé il y a quelques années à son père, est un prétendant qui prétend, comme en France l'a toujours fait le comte de Paris. Et de même, c'est un prince qui s'intéresse de très près à la vie des Portugais, aux problèmes économiques et sociaux. Ainsi les problèmes agricoles qui sont essentiels pour le Portugal. Le duc de Bragançe s'intéresse aux coopératives et également à tous les problèmes d'environnement : c'est un prince très écologiste. C'est en outre un homme connu dans la classe politique, qui n'hésite pas à dialoguer avec elle,

qui reçoit très facilement les parlementaires, quelles que soient leurs appartenances politiques, ainsi que, pourrait-on dire «tout ce qui compte» dans la vie portugaise : intellectuels, professeurs, etc.



■ le duc de Bragançe

■ **Royaliste : Et à l'égard du PPM ?**

B. Renouvin : Le duc de Bragançe, héritier de la couronne, a l'attitude que lui commande sa naissance : être au-dessus de tous les partis politiques afin de pouvoir rester l'arbitre et le recours de tous les Portugais.

(suite en page 8)

un voyage bien rempli...

LUNDI 9 NOVEMBRE

Arrivée à Porto à 10 heures. Accueil par une délégation du PPM et le député PPM Luis Coimbra.

Réception par le Gouverneur civil de Porto.

Déjeuner avec la Commission Régionale du PPM.

Visite des caves de Porto.

Dîner avec la Commission de coordination régionale PPM de Porto.

Conférence devant la section de Porto.

MARDI 10

Accueil à la gare de Porto par le syndicat PPM du Rail. Porto-Lisbonne en train.

Assemblée de la République - Débats parlementaires.

Visite au Président de l'Assemblée, le Dr Francisco Oliveira Dias.

Dîner avec M. Ribeiro Telles Ministre d'Etat - Ministre

(PPM) de la Qualité de la Vie et M. le Sous-Secrétaire d'Etat (PPM) à la Production Agricole, M. Amadeu Sa Menezes.

Soirée Fado en compagnie de M. Ribeiro Telles et de nombreux députés du CDS et du PPM.

MERCREDI 11

Visite au Secrétaire d'Etat (PPM) à l'Environnement, Madame Margarida Borges de Carvalho.

Réception par le Secrétaire d'Etat (PPM) aux Sports, M. Joao Vaz Serra de Moura.

Déjeuner avec le Secrétaire d'Etat aux Sports, le Sous-Secrétaire d'Etat à la Production Agricole, le directeur de cabinet du S.E. aux Sports et Luis Coimbra.

Conférence à la Section PPM de Setubal.

Retour à Lisbonne dans la nuit.

JEUDI 12

Tournage d'une émission de télévision dans le parc naturel de Arrabida. Déjeuner à Arrabida. Retour à Lisbonne.

Dîner avec la Commission de coordination régionale de Lisbonne. Conférence au siège du PPM.

VENDREDI 13

Déjeuner avec les députés du PPM. Départ pour Elvas (région de l'Alentejo).

Dîner avec les autorités municipales.

SAMEDI 14

Retour à Lisbonne. Déjeuner au club de football «Real Amigos» qui réunit des travailleurs de l'Imprimerie Nationale et de la Radio-diffusion portugaise.

Dîner présidé par Mgr le duc de Bragança, avec D. Miguel de Bragança, des députés (PSD, CDS et PPM), un secrétaire national de l'UGT, et des universitaires.

Visite de Lisbonne la nuit en compagnie de Mgr le Duc de Bragança et de son frère.

DIMANCHE 15

Visite de Lisbonne avec Luis Coimbra.

Dîner avec Mgr le Duc de Bragança et Luis Coimbra.

LUNDI 16

Déjeuner d'adieu offert par Bertrand Renouvin en l'honneur des membres du gouvernement et du groupe parlementaire du PPM.

Retour à Paris dans la soirée.

(suite de la page 7)

■ **Royaliste** : Quelle portée a le royalisme chez les Portugais ?

B. Renouvin : Il y a, au Portugal, un sentiment monarchiste populaire très fort, très ancré dans le peuple. Tout d'abord par le fait que la Monarchie est encore récente dans la mémoire historique du peuple portugais et que la République au Portugal fut une courte expérience de désordre politique qui a amené la dictature salazariste, cette République fut aussi la bourgeoisie libérale au pouvoir et la répression antisyndicale. En outre plus récemment, les royalistes ont participé à la mise à bas de la dictature.

Ce sentiment monarchiste profond, d'union du peuple au roi, se voit quand on se promène, comme je l'ai fait, du Nord au Sud du Portugal. L'idée royaliste est présente dans toutes les couches de la société, au Nord comme au Sud, et peu à peu elle tend à percer les milieux étudiants. Avec des militants, venant, comme pour la NAR, de tous les horizons politiques.

Le PPM a d'ailleurs une forte présence locale. Ainsi dans des élections municipales menées seules et contre l'A.D., dans l'Alentejo, à Elvas : ils ont eu deux élus au conseil exécutif de la ville. Et de même ils sont très représentés dans d'autres conseils exécutifs ou dans les assemblées populaires des municipalités. Sociologiquement, donc, le PPM reflète la société portugaise : à Porto, avec une couleur assez bourgeoise ; à Elvas, une implantation rurale, à Setubal, port industriel, une implantation ouvrière.

■ **Royaliste** : Pour conclure : peut-on parler, pour la France, pour nous royalistes français, d'un modèle portugais ?

B. Renouvin : Non, bien évidemment. Toute situation politique est particulière, et il y a eu un demi-siècle de dictature au Portugal. En outre le royalisme au Portugal a fait sa propre révolution onze ans plus tôt que nous. Et vingt ans est le minimum pour qu'une force politique s'installe pleinement sur l'échiquier politique d'un pays. Mais il reste que le royalisme portugais est riche d'enseignements. Il montre qu'un mouvement minoritaire, et même très minoritaire comme l'était encore le royalisme portugais à la veille de la Révolution des œillets, peut très bien tout en gardant son indépendance, participer à un jeu gouvernemental. S'allier sans se renier et en continuant d'affirmer son royalisme et l'objectif poursuivi : l'instauration de la monarchie.

propos recueillis
par Axel Tisserand

un prince ordinaire

Tocqueville prédisait, il a plus d'un siècle, que si nos sociétés démocratiques poursuivaient leur évolution, elles rendraient les révolutions impossibles. Jean Bothorel, éditorialiste au «*Matin de Paris*», assure dans un brillant essai (1) que nous y sommes arrivé.



■ Jean Bothorel

Pour qu'une révolution éclate il faut et cela semble évident, qu'il y ait un pouvoir ; un pouvoir que l'on puisse circonscrire pour le contester et à l'occasion, l'abattre. Or le pouvoir, dans nos sociétés modernes, n'offre plus de visage. Il est nulle part et partout. Il a quitté les rivages de l'épique, de l'héroïsme, du sublime, pour s'échouer dans les méandres de la gestion. L'Etat n'assume plus ni bien ni mal, il gère. En un mot il se banalise. Bothorel conseille avec machiavélisme au Prince d'en prendre acte afin de mieux assurer son pouvoir. Et ce n'est guère difficile car la répression se banalise elle aussi. Face à des citoyens-narcisses, repliés sur eux-mêmes, le Prince n'a plus qu'à garantir leur sécurité, leur vœu le plus cher. Par un doux processus de «*repérage-verrouillage*» les contestataires, les déviants sont court-circuités. Un savant contrôle de l'information est mis en place, visant à banaliser les événements les plus révoltants. Bothorel souligne que l'affaire des diamants au cours du précédent septennat, n'a provoqué aucune réaction tangible alors qu'une cinquantaine d'années auparavant, elle aurait entraîné des émeutes et la démission du président. Mieux, la contestation risque d'être condamnée en elle-même. Les syndicats et les partis ne recrutent plus.

La presse d'opinion ou d'idée disparaît (2) devant le refus des citoyens de tout discours moral ou idéologique. On s'oriente rapidement vers le «*1984*» d'Orwel ou le délit d'opinion sera impossible parce qu'il n'y aura plus de mots pour l'exprimer.

Notre pouvoir n'a plus à être violent. Dans notre société d'individus indifférents aux autres et au Prince, le pouvoir est devenu consensuel. «*Toutes les nations modernes s'orientent vers un modèle unique d'organisation du pouvoir fondé sur un concept, le consensus, sur une institution, la technocratie et sur un signifiant trivial, le Prince.*» affirme Bothorel. Ce n'est plus le pouvoir-père qui cherche à se faire craindre, mais le pouvoir-mère qui cherche à mater. Faut-il alors renoncer et demander au Prince de «*n'être plus qu'un comédien sur la scène du temps*» ? Nous croyons au contraire qu'il faut redonner un visage au Prince. Bon ou mauvais, par le seul fait que l'on puisse le contester, il permettra les révolutions nécessaires sans lesquelles rien n'est possible.

Hubert BOCQUILLON

(1) Jean Bothorel - *Un Prince* - Ed. Grasset, prix franco : 47 F

(2) Cf le dernier numéro de *Royaliste* : «*Nouvelle donne dans la presse*».

FEUILLETS D'EN MARGE

15 novembre - Le Congrès de Valence a montré qu'il valait mieux que le parti socialiste fût au pouvoir que de donner le pouvoir au parti socialiste. Mitterrand a raison : «*Si j'échoue, on assistera à une radicalisation du pouvoir.*» Mais à mon sens il faut tout de même préciser : si le pouvoir échoue, ce sera autant sa faute que la faute de la droite qui aura pratiqué la politique du pire. Car on sait que la droite, depuis 89, depuis que la droite est la droite, flatte le pire : le pire c'est l'émigration de Coblenz, les Fourgons de l'Etranger, la Prusse sous la Commune, l'Allemagne en 40 et les Américains depuis et du temps de Jeanne la Sainte, c'était l'Anglais. Mais enfin il y a aussi des moments où la modération est une faute. Quand les circonstances sont extrêmes, il faut prendre de grandes mesures.

22 novembre - Il y a des circonstances où une troupe assiégée ne doit son salut qu'à l'audace du Chef qui ordonne une sortie. Il y a des circonstances où il faut savoir porter le fer dans la plaie et, littéralement, créer la crise. Nous vivons une circonstance de cette nature. La situation pourrit, les mentalités se gangrènent. Que fait le gouvernement, qui excède les moulinets ? Rien. Il dresse un écran de fumée : il s'agit de décentralisation hâtive en nationalisations confuses. Les Français n'ont pas voté en mai et juin pour que le théâtre politique parlementaire bruisse comme sous la IVe. Ils ont voté contre un gouvernement incompetent et inhumain, pour un gouvernement plus humain et plus compétent, en matière de chômage. Or pendant que de l'événement ; on appelle cela avoir de l'imagination, ou de l'audace : qu'importe, c'est toujours la métaphore de la troupe assiégée qui revient. Barre, qui n'avait pas beaucoup de mœurs, savait du moins bousculer l'économie. Le fruit du viol est toujours amer, le professeur en retraite politique (forcée) doit y songer. Mais que dire de l'amoureux timide, qui passe à côté de l'objet ? Mauroy hésite, Mauroy tâtonne et comme tous les timides il parle d'autre chose : de décentralisation et de nationalisation, par exemple. Que fera au Français d'être un chômeur décentralisé ? Quant au Président, je le vois en fin de carrière. Toute sa vie il a souhaité le Pouvoir, comme le poète sa Sylphide. Aujourd'hui qu'il la possède il ne sait plus quoi faire, ni quoi en faire. Il en jouit, avec esthétisme et narcissisme. Mitterrand se délecte du Pouvoir, mais il n'en fait pas grand-chose. Pour le général de Gaulle le pouvoir était action ; je crains qu'il ne soit contemplation pour François Mitterrand. Mitterrand a des gestes, parfois réussis ; on attend des actes.

Gilles HAUBERVILLE

ANDRÉ GLUCKSMANN

CYNISME ET PASSION



Depuis toujours, la pensée d'André Glucksmann est vouée à la guerre. Quelles qu'aient pu être ses «évolutions», il n'a jamais pu considérer notre planète ronde et ceux qui y vivent sous le modèle de la bergerie et des aimables moutons. A moins de pressentir l'abattoir tout proche. L'idéalisme lui a toujours été étranger. Non qu'il n'ait su ou ne sache se mobiliser pour de «nobles» causes - il est toujours prêt à bondir pour soulager celui que l'on écrase. Mais justement sa «philanthropie» n'est si vive que parce qu'il sait l'horreur toujours prompts à se réveiller. Il connaît trop ce qu'il y a dans l'homme pour ne pas être aux aguets. Peut-être faut-il être suffisamment cynique pour défier le mal. Sinon, on l'ignore ou l'on s'expose à le sous-estimer. Son dernier livre s'explique à la suite de ces combats contre l'intolérable. Quel est donc cet être de cynisme et de passion d'où surgit cet intolérable ? Non pas : comment Hitler et Staline sont-ils possibles ? - ce qui a l'aimable mérite de nous retrancher de la question, mais comment penser la possibilité absolue du mal. Or il n'est pas possible de penser cette possibilité sans nous mettre en cause.

«Cynisme et passion» pourrait se définir comme une méditation sur le mal, sur ce qu'Anna Harendt appelait sa banalité (Eichmann fonctionnaire très conformiste, bureaucrate sans éclat de l'Etat nazi), mais aussi sur son essence mystérieuse, j'hésite à dire métaphysique, car tel n'est point le langage de l'auteur plus proche de Montaigne que de Gabriel Marcel. Mais nous ne sommes pas loin du livre de Job où le mal est bien autre chose que la privation, ou l'absence d'un bien. La méchanceté du monde n'est certes pas absence d'argent ou d'instruction, comme nous l'enseignent vertueusement quelques morales laïques ! «les épaisseurs d'émotion et de souffrance ne passent, ni ne se dépassent en la pensée qui les ose peser.» Je n'ai pas toutefois parlé de Gabriel Marcel au hasard. Cette phrase aurait pu être de lui. Le mal ne saurait être élucidé. Il nous mène.

IDEES

C'est aussi l'écho de la tragédie grecque avec le sentiment qu'il y a des sursauts possibles. Comme le chœur d'Eschyle qui se redresse épée en main alors qu'on le croyait voué à la résignation bavarde. Comme la résistance du peuple danois et de son roi vient stupéfier les nazis : l'extermination d'un peuple entier ne va donc pas de soi !

Mais pour mesurer l'étendue, l'intensité, les réseaux, la mécanique du mal, Glucksmann entend mener jusqu'au bout l'épreuve du cynisme et de la passion. La passion, il la retrouve dans sa tragédie, l'*Orestie* qui est la révélation que l'humanité vit depuis l'origine dans la perspective du génocide et qu'il n'y a pas à rechercher de cause en dehors d'elle-même. Et puis le cynisme surtout, ce cynisme qu'il entend pousser jusqu'au bout de lui-même, à la suite de Diogène, du marquis de Sade, au grand effroi de l'excellent Alfred Grosser ! Mais Boutang avait raison de répondre au dit Grosser sur le plateau d'*Apostrophes* que Glucksmann sort de Sade et le surmonte finalement. Comme si la seule façon de refuser le cynisme n'était pas d'en accepter l'épreuve, d'affronter sans biaiser son impitoyable lucidité. «*Le cynisme cultive l'ambiguïté, ses historiens peuvent s'offusquer ou admirer, selon qu'ils explorent sa face noire ou son versant immaculé, il y a en Diogène du Docteur Mabuse mais aussi du Saint François d'Assise.*»

Glucksmann ne se prive pas d'explorer sa face noire. Il n'est pas d'autre façon d'aborder le monde en vérité. C'est une étape indispensable : «*Avant que de s'affirmer recherche de l'essence du bien et pensée de l'être en tant qu'être la philosophie a trouvé la force de se détacher du cynisme sans détourner les yeux de ce qu'il observe. Elle se constitue une idée de la saleté, elle a été, est et sera d'abord méditation de la boue. Un jeune Socrate qui hésite à l'admettre ne se connaît pas encore héros de l'incertitude. Donc voué à la tragédie.*» Cette attitude est en tout opposée à l'europlatonisme (celui des sentiments platoniques) voué à une idée univoque du bien et cultivant l'illusion lyrique autant que le mensonge. Mensonge sur le monde et sur soi-même. Au demeurant l'Occidental sous ses honnêtes apparences n'est-il pas d'abord cynique. Comme si l'homme d'affaires, parti à la conquête des marchés n'était d'abord un grand cynique.

Glucksmann tire de là la nécessité d'une philosophie de l'incertitude. Je ne sais si je le suis vraiment sur cette voie, méditant sa finale qui est pourtant belle : «*Et rien n'inquiéterait plus un Européen non platonique qu'une cohorte de mortels portés du même pas vers un bonheur sans nuages et une vérité qui ne déroutât point.*» Il me semble qu'il y a une marge sérieuse entre la vérité qui dérouté et une pensée qui cherche le doute pour lui-même. Dans la pire incertitude, il faut bien quelques étoiles directrices... Ce ne sont pas des certitudes butées ou des fanatismes.

Mais sur la difficulté de la route, les incertitudes de l'histoire, comment ne pas être d'accord ? La lucidité cynique permet en tout cas de voir clair sur la politique. Il est difficile pour nous ne pas applaudir à un retour à Boudin, à un Etat légitime, garantie de la paix pu-



par
Gérard
Leclerc

blique, et nullement ennemi de la décentralisation. Glucksmann affirme le bienfait d'un contrepoids en la personne de Montaigne. Je n'y vois pour ma part qu'avantage, l'Etat ayant toujours besoin de cet espace d'anarchies légitimes qui le limitent et l'empêchent de trop se gonfler. D'autant plus qu'il n'a lui-même de légitimité qu'à soutenir la liberté qui lui préexiste et ne saurait s'abolir en lui.

D'aucun s'affirmeront étonnés d'un éloge du suffrage universel assez étrange. J'avoue l'avoir savouré particulièrement. Ce que Glucksmann loue, ce n'est pas la légitimité du nombre ou la rationalité parfaite d'une forme de pouvoir. Pas plus que la volonté générale de type rousseauiste avec ses possibles dérapages totalitaires. Non ! Ce qu'il retient c'est l'expression d'un quant à soi, d'un libre arbitre où le citoyen accepte de jouer avec le hasard. Etrange, mais assez convainquant !

La pensée politique vit d'assez beaux jours. Nous l'avions souligné avec Régis Debray. Il faut se répéter avec «Cynisme et Passion». C'est sûrement un signe des temps, comme le fait que ce retour au politique se fasse sous le signe d'une crainte de la guerre. Ce n'est pas pour rien que des auteurs réputés gauchistes se vouent à la polémologie (Castoriadis !) et que la collection «Stratégies» de Gérard Chaliand chez Berger-Levrault multiplie les parutions. Il est pour moi symptomatique que la vague de pacifisme qui déferle en ce moment sur l'Europe ait jusqu'ici épargné la France. On le doit sans doute à l'évolution de nos gauchistes. Dans un débat récent avec Jean-Edern Hallier publié par «Paris-Match», André Glucksmann pouvait se prévaloir d'une citation de «Libération» : «*La question est de savoir si l'Europe se pense comme une civilisation, c'est à dire que quelque chose fait encore écho (chez nous) au discours de Périclès aux Athéniens... Les âmes les plus fermes discernent clairement le redoutable et l'agréable et ne se dissimulent pas le danger.*»

Malgré les menaces qui suscitent pareils propos, je ne peux m'empêcher de trouver cela rassurant. Glucksmann n'est donc pas isolé dans cette réflexion dense et drue, ce livre de vraie culture, où nous retrouvons la force, la fragilité, l'incertitude et la grandeur d'une civilisation.

Gérard LECLERC

André Glucksmann -Cynisme et Passion- Grasset. Prix franco : 88 F.

la prière de l'absent

Le monde que trace Tahar Ben Jelloun est dur, aride, sans grâce, avec plein de miroirs qui le reflètent et le rendent plus désagréable encore.

Et là, il faut vivre. Vivre d'une vie grise, toute tracée d'avance, «sans effort, sans risque d'aventure» ou tenter dans la douleur d'être autre chose que cette monotonie, de sortir de sa peau misérable, de renaître et d'être un autre soi-même en plus accompli ?

C'est cette deuxième voie que Tahar Ben Jelloun choisit dans son dernier roman : «La prière de l'absent», et il lance un étrange quatuor, né du mythe, de la métamorphose, de l'amnésie et de l'innocence à travers les chemins du Sud marocain, et de son histoire anticoloniale.

Jugez-en : un enfant sorti du tronc d'un olivier d'un cimetière de Fez, le fantôme incarné d'une prostituée, un ancien étudiant brillant et contestataire devenu amnésique par suite d'une trop forte amitié avec un condisciple, un pauvre être vivant dans les cimetières et qui rêve de devenir chien, se rencontrent, et, à cheval, en taxi puis en autobus, tentent d'atteindre dans le Sud lointain cet «empire du Secret» ou confusément ils espèrent trouver quelqu'un, quelque chose qui les confirmera dans leur nouvelle existence que leur confère cette aventure.

Et en avant le voyage entre le réalisme (parfois un peu trop plat) et le mythe (quelquefois très arbitraire), entre l'histoire que racontent des morts et des fantômes et la mémoire qui se perd, mais partout se retrouve ce même sentiment de désolation qui rend pathétique, cette quête vers l'inavoué/inavouable, qui n'est peut-être que le silence, celui du désert ou celui de l'absence, qui ramène soudain un moment de paix.

Mais le voyage, étrangement troué par des jeunes filles en fuite, se termine mal à Agadir, la Détruite et la Morte, après une fête suicidaire. Et meurt de nouveau la prostituée, tandis que l'innocent souffre déjà des tristes conditions de l'enfermement dans

un marabout pour aliénés, l'enfant si troublant par son absence repart à la source du mythe dans les bras d'une belle femme couverte de bijoux, et l'ancien étudiant que la mémoire a effleuré retourne vers son cimetière pour y vivre de petites fortunes. Quant à l'histoire, elle est morte avec le Cheikh Ma-al Aynayn, qui voulait libérer son pays des occupants français, et comme lui, dans un profond silence, dépouillée de tout, débarassée des mots et des objets.

Alors que reste-t-il ? Que cet absent mort, que l'on célèbre le vendredi, et sur lequel il est loisible de tout projeter.

Récit un peu confus à l'image d'un voyage avec des détours, des attentes et des rencontres qui viennent à point pour les rompre. Mais c'est aussi un roman qui se construit progressivement, presque devant nos yeux de lecteur, avec un assemblage de matériaux, venus de l'histoire, de la culture, des souvenirs, de l'imagination et des fantasmes de l'auteur. Les 4 comparses sont ses compagnons de ce trajet d'écriture qui rêve du Grand Sud, «cet infini changeant, ce miroir du ciel où vont les mots pour puiser une phrase», décrit la misère du présent et s'attarde dans le passé et les mythes comme pour reculer le moment de la fin, car l'auteur sait, depuis le début que c'est la mort et le vide que l'on y trouve.

Aussi, malgré des longueurs, dans lesquelles on n'entre pas (ou difficilement) certaines paroles trop bien «frappées» pour être vraies et quelques scènes style «Musée Grévin», on accompagne jusqu'au bout les quatre pèlerins en saisissant les miroirs qui abondent dans le texte pour voir si, ce qu'ils reflètent, ne coïncide pas, par hasard avec notre propre accablement.

Pierre LE COHU

Tahar Ben Jelloun - La prière de l'absent - Le Seuil. Prix franco 55 F

les enracinés

Délaissant le terrain traditionnel de leurs enquêtes (les appareils et les institutions) Harris et Sedouy se sont arrêtés, pour leur dernier film, dans une petite commune du Bocage Vendéen: Mouchans.

C'est un petit village situé à trente kilomètres de la Roche-sur-Yon, préfecture de la Vendée. Depuis des siècles Mouchans vit à l'heure du château des Chabot, du Curé et des luttes pour la terre. Rien n'a changé. Certes le Curé va voir le protestant du village ou dialoguer avec le communiste local sur les conflits qui ont ravagé la commune «depuis la Révolution» mais chacun reste sur ses positions. Mouchans est en pays chouan et la Guerre de Vendée restera présente en arrière

contre les bourgeois républicains, les «sangsues à deux têtes» qui accaparaient les terres.

Une lutte pour la terre qui semble ne pas vouloir s'éteindre. Aujourd'hui la plupart des agriculteurs de la commune font de l'élevage mais une minorité s'est lancée dans les céréales et les céréaliers sont avides de terrain. Les éleveurs qui possèdent 27 hectares en moyenne risquent de se voir déposséder par de jeunes ambitieux qui plus est «étrangers



fond tout au long du reportage. Le curé rappelle les massacres de la République comme celui du 31 juillet 1794 (300 morts, femmes, enfants, vieillards fusillés dans la cour du château) qui lui fut raconté, dit-il, par sa grand-mère qui la tenait du petit Méry l'unique survivant. Et il n'est pas déplaisant d'entendre l'apparatchik communiste local qui justifiait pourtant, quelques minutes auparavant le régime soviétique, expliquer à des jeunes que les Vendéens, de simples paysans, se sont révoltés contre les riches bourgeois qui les exploitaient. Une sorte de lutte de classe qui unifie les paysans et les nobles

au pays». D'où un sourde animosité qui éclatera, à l'occasion d'une réunion organisée par Harris et Sedouy, entre un jeune céréalier et les responsables syndicaux. Ces derniers feront le procès du système capitaliste qui pousse les paysans-éleveurs à quitter leur terre c'est-à-dire leurs racines, pour s'inscrire au chômage. Un seul point commun, entre ces personnes aux caractères bien trempés : entre le comte de Chabot* qui veut garder son château, le curé sa soutane, les paysans leurs terres, un seul et unique souci : garder leurs racines.

H.B.

ACHETEURS PARISIENS

L'administration du journal procède actuellement à une réorganisation de la diffusion dans les kiosques de la région parisienne. Afin de faciliter ce travail et de permettre une meilleure répartition de notre journal, nous demandons aux lecteurs de **Royaliste** qui achètent leur journal en kiosque dans la région parisienne, de s'efforcer, pendant quelques mois, d'effectuer leur achat **toujours dans le même kiosque**. D'autre part n'hésitez pas à nous signaler les marchands où il serait souhaitable que **Royaliste** soit en vente.

PARIS

Mercredis de la NAR

Il n'y aura pas de réunions pendant la période des fêtes. Reprise le mercredi 6 janvier.

SOUSCRIPTION

Il y a quinze jours nous vous faisons part de notre grande inquiétude en raison de la lenteur de la souscription pour le remboursement de la machine offset. Notre appel urgent a été entendu si j'en juge par les premières réponses parvenues. Mais le retard pris sur nos prévisions reste très grand : nous avions fixé comme objectif 40.000 F pour la fin novembre et nous n'avons pour l'instant réuni que la moitié à peine. Nos échéances tombent fin décembre, il nous reste donc un peu moins d'un mois pour trouver les 20.000 F restant. Nous comptons sur la générosité de nos lecteurs qui, jusqu'à maintenant, n'a jamais fait défaut et nous vous en remercions à l'avance.

Y.A.

PS Les dons doivent être adressés à l'ordre de Royaliste CCP 18 104 06 N Paris en précisant «pour la souscription».

Un message du prince

Monseigneur le Comte de Paris, Chef de la Maison de France, a rendu public la semaine dernière un Message qui a déjà été reproduit par notre confrère «Point de Vue», le 27 novembre.

Chantilly, le 28 septembre 1981

Au cours des siècles la France a pu être constituée par les Capétiens, en vertu du pacte fondamental conclu aux premières heures de notre histoire entre la dynastie et le peuple français.

Le pacte a été renouvelé à chaque règne et sanctionné par le sacre des Rois. L'identification entre la France et sa Maison Royale, demeurée toujours française, a fait que le Roi appartenait plus à la Nation qu'à lui-même et que celle-ci se confondait avec la personne même du Roi qui n'eut d'autre nom que celui de France.

Par cette identification, le Roi se devait par dessus tout, puisqu'il incarnait la Nation, de ne rien faire qui pût lui nuire ou la déconsidérer aux yeux des Français. Tout au long de l'histoire, aucun Roi, quels que fussent ses qualités ou ses défauts, et même sa vie privée, ne s'est dérobé au devoir de sa charge ni à ses devoirs d'Etat. Cette attitude a maintenu le pays dans sa totale indépendance.

Ces exigences, auxquelles se soumirent les Rois tant qu'ils régnèrent, ont continué de s'imposer aux Chefs de la Maison de France depuis la chute de la Monarchie. Aucun d'eux, même dans les circonstances les plus difficiles, n'a rejeté ses devoirs, ni l'espérance d'un renouvellement du pacte historique entre le peuple de France et la dynastie capétienne.

J'ai personnellement consacré ma vie à renouveler les conditions du pacte entre la Nation et la Famille Royale française même si les faits ne les ont pas confirmées.

La Maison de France connaît actuellement des difficultés qui sont ressenties et comprises dans les familles françaises dont elle est l'image; elle n'échappe pas à notre grave crise de civilisation. Certains de ses Princes témoignent d'un faible souci de remplir pleinement leurs devoirs et de respecter les exigences morales de leur état. Cela m'attriste profondément et me conduit à m'adresser, dès à présent, aux Français qui sont témoins de mon action.

Mon fils aîné le Comte de Clermont est appelé à venir après moi dans l'ordre dynastique, selon la règle inéluctable de notre tradition royale; son fils aîné le Prince François de France devrait, selon l'ordre de primogéniture, lui succéder, mais François est depuis sa naissance un handicapé profond incapable d'exercer une responsabilité quelconque. Ce malheur même l'exclut de la succession.

C'est donc, tout naturellement, au Prince Jean de France qu'il appartiendra d'incarner demain la tradition royale et d'en assumer, lorsque les circonstances l'y inviteront, les charges et les devoirs. Il s'y sera préparé au plus tôt, entouré et guidé par la Comtesse de Clermont qui l'aura formé à assimiler ses devoirs et à les mettre en pratique afin d'incarner l'espérance pour la France.

Si le Prince Jean de France ne devait pas avoir de fils, la succession dynastique serait recueillie par son frère cadet le Prince Eudes de France et sa postérité mâle.

Tel est le message que je confie aux Français.

HENRI
COMTE DE PARIS

royaliste ♦

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 297.42.57.
CCP Royaliste 18 104 06 N Paris

Changement d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais.

Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

Directeur de la publication : Y. Aumont
imprimé en France - Diffusion NMPP
N° de commission paritaire 51700.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (35 F), 6 mois (65 F), un an (110 F), de soutien (250 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

.....

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Un ordre socialiste ?

Les choses n'allaient déjà pas très bien entre les citoyens et la police. Mais aujourd'hui, il semble que certains veuillent de surcroît créer un conflit entre le Ministre de l'Intérieur et des policiers qui, de mal-aimés, deviendraient des mal-défundus et des condamnés à mort en sur-sis. Quant aux Français, ils perdraient dans cette affaire le peu de protection qu'ils sont en droit d'attendre.

Les choses sont-elles si graves ? Sans doute, ces dernières semaines, les meurtres de policiers en pleine rue, les attentats et le chantage des terroristes sont venus aggraver le sentiment d'insécurité. Faut-il désormais avoir doublement peur, à la fois des rues sombres et d'un Pouvoir qui les abandonne aux voyous ? La droite a intérêt à le suggérer. Ce n'est pas par hasard que «Paris-Match» publie plusieurs pages de photos assorties de commentaires qui accusent le Ministre de l'Intérieur, et que M. Dominique Jamet reproche à ce dernier d'avoir donné des consignes laxistes à ses policiers. Pris en flagrant délit de mensonge, M. Jamet s'écrie qu'en lui répondant M. Defferre menace la liberté de la presse. Les polémistes ont décidément la partie belle...

Il est cependant juste de souligner que c'est la droite qui a créé l'isolement moral dans lequel se trouve la police. Trop peu soucieux de la formation des gardiens de la paix, l'ancien pouvoir est responsable des très nombreuses «bavures» qui ont terni leur image. Surtout, par la répression brutale des manifestations politiques et sociales, la droite a fait de la police le défenseur attiré de certains intérêts, au lieu qu'elle soit l'auxiliaire d'une justice et la gardienne d'un ordre qui auraient dû être les mêmes pour tous. D'où la haine et le mépris du «flic» qui, contrairement à ce que l'on croit, n'ont pas toujours existé : au début de ce siècle, le «sergent de ville» était un personnage sympathique parce qu'il vivait beaucoup plus qu'aujourd'hui au milieu de la population... et parce que c'était l'armée qui était chargée de la répression.

Le nouveau régime apparaît donc comme l'héritier d'une situation malsaine à plusieurs titres : il doit à la fois rassurer une population qui croit vivre dans l'insécurité parce qu'elle a été mise

en condition pendant sept ans, abolir la législation répressive votée par les précédentes majorités (loi anti-casseurs, loi «sécurité et liberté») et mettre un terme à certaines pratiques. Or il n'est pas facile de rassurer à la fois la population et la police, qui ont toutes deux peur des délinquants, et parfois même l'une de l'autre. Autant de contradictions que l'opposition peut facilement exploiter, surtout quand elle ne recule pas devant la mauvaise foi et quand M. Defferre lui offre de trop belles occasions de s'indigner par ses déclarations intempestives.



par
bertrand
renouvin

Le budget de l'Intérieur devrait cependant calmer les inquiétudes récemment exprimées : augmentation de 441% des crédits de la sécurité civile, création de 6000 emplois de policiers, rajeunissement du matériel, amélioration de l'armement, voilà qui devrait satisfaire ceux qui s'inquiètent, à juste titre, des incidents qui ont éclaté l'été dernier dans la banlieue lyonnaise et qui risquent de gagner, un jour ou l'autre, d'autres grandes villes.

UNE SOCIÉTÉ DISLOQUÉE

Cela sera-t-il suffisant ? Il est à craindre que non. Le problème de la violence dans les sociétés modernes ne sera pas résolu par un changement de majorité, ni par une meilleure gestion des services de police. Comme l'expliquent Jean-Pierre Dupuy et Paul Dumouchel dans un livre remarquable (1), la violence s'est aujourd'hui transformée : au lieu d'opposer des groupes sociaux et politiques, elle est devenue souterraine, inter-individuelle et plus terrible encore de ce fait. Elle naît d'un regard détourné, d'une disparition

de la solidarité dans la course à la richesse, de l'indifférence de chacun à l'égard de chacun. La violence, ce sont les vieillards oubliés, les jeunes laissés à leur dérive, ou encore le collègue licencié que l'on évite. Chacun se retrouve seul face à tous les autres, dans une compétition acharnée, où il n'y a de victimes que de la «fatalité». Personne n'est responsable, personne n'est «concerné», le silence est la règle. Malheur aux réfugiés politiques, qui sont rejetés à Ouessant au mépris des lois de l'hospitalité : il y a là le signe, terrible, d'une disparition d'attitudes et de rapports sociaux millénaires. Malheur aux terroristes, doublement victimes d'abord du silence qui entoure leur cause, ensuite des bombes qu'ils posent pour le briser. Il ne s'agit pas de justifier les extrémismes de tous bords, mais de constater que leur violence ouverte répond à notre violence cachée, à notre volonté secrète de voir disparaître toute communauté qui entend affirmer sa différence ou réclamer son droit.

Les socialistes ont raison de dire que la violence naît aujourd'hui du chômage et d'un urbanisme dément. Il faut dire aussi que la violence ne reculera pas tant qu'il n'y aura pas de dialogue vrai entre la population et le Pouvoir, tant que ce dernier n'écouterait pas et ne protégerait pas les communautés qui vivent sur notre sol. Il faut aller plus loin encore : la violence augmentera à mesure que la société française se disloquera. En trente ans, la plupart de nos structures sociales ont craqué, laissant les individus désarmés. Comme le disait il y a quelques années déjà le Comte de Paris, rien n'est donc plus urgent que de recréer un **tissu social**. Recréer, et non pas imiter l'ancien : c'est-à-dire faire exister de nouveaux rapports sociaux, fonder de nouvelles communautés, imaginer une autre société. Contre un conservatisme social désormais vide de sens et contre la gestion technicienne de la société industrielle, une nouvelle voie est à trouver.

Le socialisme a encore beaucoup à faire pour être digne de son nom.

Bertrand RENOUVIN

(1) L'Enfer des Choses (Seuil). Prix franco : 56 F.